

FINANCES

Le niveau de l'épargne en baisse

La réduction du taux d'intérêt et l'inflation vont rogner l'épargne nationale par quelque Rs 3 milliards cette année, prévoit le Bureau central des statistiques. La consommation, elle, serait plutôt à la hausse.

LA tendance à la baisse de l'épargne s'accroît. Le taux d'intérêt bancaire réduit et le taux de l'inflation en sont les causes principales.

Le dernier rapport du Bureau central des statistiques (BCS) indique que le montant de l'épargne (*gross national savings*) - gouvernement, entreprises et particuliers confondus - est estimé à Rs 41 milliards pour 2009 contre Rs 44 milliards l'année dernière.

Le total de l'épargne est déterminé par la production totale du pays moins la consommation. Le BCS prévoit que l'épargne ne représentera plus que 14,7 % du produit intérieur brut (PIB) cette année, contre 16 % l'année dernière. Par contre la consommation des ménages est estimée à Rs 214 milliards en 2009, contre Rs 196 milliards l'année dernière.

Dépréciation de la roupie

«L'épargne est en baisse, c'est sûr. Il y a quelques années, elle représentait même jusqu'à 21 % du PIB», révèle l'économiste Eric Ng Ping Cheun, de la firme *PluriConseil*. Il est d'avis qu'un des facteurs majeurs qui entraînent la tendance à la baisse de l'épargne est incontestablement la réduction du taux d'intérêt bancaire. D'autant plus que ce taux a diminué plus rapidement que celui de l'inflation.

Ce point de vue est partagé par Jayen Chellum, secrétaire



■ La consommation des ménages est estimée à Rs 214 milliards pour 2009. L'année dernière, elle était de Rs 196 milliards. Certains puiseraient de leur épargne pour maintenir leurs dépenses.

général de l'Association des consommateurs de l'île Maurice.

«Le taux de l'inflation est toujours élevé mais il a commencé à baisser un peu. Cependant, le taux d'inflation est plus élevé que le taux d'intérêt à l'épargne, et cela non plus n'encourage pas l'épargne. Les baisses de taux de l'épargne que nous avons connues depuis l'année dernière ne

sont nullement dans l'intérêt des épargnants. Elles sont plutôt bénéfiques aux entreprises, qui ont un accès plus facile au crédit», ajoute Jayen Chellum.

L'économiste Eric Ng Ping Cheun avance une deuxième raison majeure qui décourage l'épargne : la hausse du coût de la vie causée par la dépréciation de la rou-

pie et la hausse des prix des denrées alimentaires. A son avis, des gens puisent même de leur épargne pour pouvoir maintenir leurs dépenses habituelles et leur rythme de consommation.

«Le mode de vie est assez occidental, différent de celui des années 80. Tout est commercial. Certaines fêtes culturelles devien-

nent aussi des opportunités commerciales. Les gens sortent le week-end. On fréquente les restaurants, surtout les jeunes. Il y a donc un comportement qui favorise la consommation. Il y a un style de vie assez occidental, souligne-t-il.

Sentiment partagé par Vincent Lamusse, *Senior manager Investment* chez *Anglo-Mauritius Financial Services Ltd* (AMFS). Le même comportement par rapport à la consommation a été noté, selon lui, ces trois dernières années à Maurice, comme ailleurs dans le monde. «La tendance mondiale a touché Maurice, et cela a eu un effet sur l'épargne. Quand l'économie est en croissance, les gens développent un sentiment de confiance mais qui encourage moins l'épargne. Probablement avec la crise financière internationale, les gens vont changer de comportement. Mais une réduction de la consommation aura un impact sur l'économie», estime-t-il.

Pas d'investissement sans épargne

Selon Eric Ng Ping Cheun, si l'épargne baisse, les investissements vont dépendre encore plus de crédits bancaires et des capitaux étrangers. Fondamentalement, l'épargne égale l'investissement. La banque prend l'argent de celui qui épargne pour le prêter aux investisseurs. Ainsi, en théorie, il n'y a pas d'investissement sans épargne. Il faut que les gens épargnent pour qu'il y ait investis-

sement. Avec l'investissement direct extérieur en baisse, il est encore plus nécessaire d'encourager l'épargne. «Il faut encourager l'épargne pour financer les investissements privés de façon saine», fait ressortir l'économiste.

En revanche, fait ressortir Vincent Lamusse, l'AMFS n'a pas ressenti un quelconque ralentissement dans le mouvement des revenus pour ceux qui veulent investir dans leurs produits. «Les gens ont tendance à vouloir épargner dans des produits plus sûrs, assurance et fonds de pension, mais probablement la situation est différente chez d'autres sociétés d'assurance», dit-il.

Et selon Jayen Chellum, même si les banques mauriciennes n'ont pas été affectées par la crise - à voir leurs profits et les liquidités dont elles disposent - les gens vont préférer dépenser dans la consommation en raison de ce qui se passe sur les places boursières. Et cela peut aussi avoir un effet sur l'inflation.

Mais du côté de la *Mauritius Commercial Bank*, Alain Law Min, *Head of Retail*, souligne qu'il y a eu une croissance de 15 % à 20 % de l'épargne au niveau de cette banque d'une année à l'autre. Cela pourrait se poursuivre cette année, dit-il.

«Mais il y a toujours des incertitudes. Il se pourrait qu'en raison de l'impact de la crise internationale sur l'économie mauricienne, il y a un ralentissement de la croissance. Nous ne savons pas ce qui va se passer», conclut Alain Law Min.

Alain BARBÉ

Always
THE BEST RATES
in town

unit
bureau de change

2A Louis Pasteur Street, Port Louis, Mauritius +217 0100

TAUX DE CHANGE (achat à l'unité)

Euro	Rs	45,27	▼
Livre sterling	Rs	51,42	▲
Dollar américain	Rs	34,48	▲
Rand sud-africain	Rs	3,81	▲
Yen japonais (100)	Rs	34,71	▼
Dollar australien	Rs	25,18	▲
Roupie indienne	Rs	0,70	▲

SEANCE BOURSIERE

DU 16 AVRIL 2009

SEMDEX: 1147.53
SEM-7: 250.66
SEMTRI (en Rs): 3 168.03

	COURS DU JOUR (RS)	COURS PRECEDENT (RS)	P.E.R.	DIVERGENCE YIELD (%) / AN	VOLUME	VALEUR FAUTE
BANKS & INSURANCE						
Mauritius Commercial Bank	103.00	103.00	6.61	4.42	115.200	10.00
Mauritian Eagle Insurance	45.00	46.00	6.44	4.07	300	10.00
MLC	4.85	4.85	97.00	1.03	1.00	1.00
MJA	5800	5900	8.04	6.72	4.700	10.00
State Bank of Mauritius	52.00	53.00	6.35	4.90	298.210	1.00
Swan	105.00	105.00	5.93	5.71	105	5.00
COMMERCE						
CMLP	18.00	17.80	—	4.44	2.000	10.00
H. Mallic	68.00	68.00	3.32	3.50	10.00	10.00
Innodis	12.00	12.00	4.00	—	15.000	10.00
IBL	34.50	35.00	8.21	3.48	2.400	10.00
Rogers	215.00	215.00	3.19	6.74	350	10.00
Shell	96.00	96.00	9.95	10.16	—	—
INDUSTRY						
Gamma Civic	76.00	76.00	9.68	3.95	—	10.00
PBL	109.00	109.00	8.09	5.05	40.836	10.00
MCFI	22.00	22.00	4.21	5.00	10.00	10.00
Milus Oil Refineries	13.70	13.70	7.70	7.66	—	5.00
MSM	22.50	22.50	—	6.00	—	—
Plastic Industry	39.90	39.90	5.61	7.52	7.325	10.00
UBP	42.00	41.10	5.86	4.76	2.600	10.00
INVESTMENTS						
BA Investment	9.90	9.90	3.40	4.95	—	1.00
BMH	85.00	85.00	12.23	4.71	10.00	10.00
Caudan Development	1.50	1.50	1.63	4.00	514.035	1.00
Fincorp Investment	15.00	15.00	4.13	4.00	1.00	1.00
General Invest. Dev. Co.	13.00	13.00	0.92	4.62	—	—
Milus Develop. Inv. Trust	3.90	3.35	4.24	12.82	20.000	1.00
NIT	17.50	17.50	7.81	5.71	1.500	10.00
PAD	65.00	65.00	3.58	3.08	22.000	5.00
POLICY	7.80	7.80	4.43	7.69	5.000	1.00
UTD DOCKS	82.50	82.50	5.68	1.45	—	10.00
LEISURE & HOTELS						
ASL	95.00	95.00	15.86	5.26	—	7.00
NMH	88.00	91.50	7.70	6.82	163.000	—
Nasade Resorts	36.00	36.00	11.18	5.56	20.600	10.00
Sun Resorts	41.00	40.90	5.39	6.10	16.707	10.00
SUGAR						
Harel Frères	16.00	16.00	6.69	4.38	—	—
MDA	450.00	450.00	—	3.33	—	—
Mount	44.00	44.00	7.43	4.09	10.00	10.00
MTMD	58.50	58.50	13.80	3.42	9.800	7.50
Savannah	185.00	185.00	—	3.24	—	—
Air Mauritius	9.00	8.90	1.29	16.67	207.100	10.00
Trinity Financial Group	USD 5.00	USD 5.00	45.45	3.60	—	—
FOREIGN						
IPRO GROWTH FUND LTD		Issue Price (Rs)		Redemption		
AUTHORISED MUTUAL FUND			19.84	39.44		

CD: Cum dividend; ED: Ex-dividend.

■ Inflation réduite pour 2008-2009

Le taux d'inflation est estimé à 7 % pour l'année financière 2008-2009, contre 8,8 % l'an dernier. Les prévisions du Bureau central des statistiques sont basées sur l'évolution des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers au cours des derniers mois, de même que sur les tendances dans les prix. L'indice des prix à la consommation, qui était de 115,5 points en décembre 2008, a enregistré une augmentation de 0,6 point pour atteindre 116,1 points en mars. Les principales causes de cette évolution sont les prix plus élevés des légumes et du sucre de même que la baisse des prix du lait, du pain, de la farine, de l'huile comestible et du diesel. Le taux d'inflation pour l'année calendaire 2008 était de 9,7 %.

■ Les équipements des raffineries de sucre arrivent dimanche

Les démarches des promoteurs des raffineries de sucre blanc à FUEL et à Savannah (photo) pour l'acheminement des équipements à Maurice ont abouti. Ces équipements sont attendus dimanche à Port-Louis. Le bateau qui les transportait avait été bloqué dans un port à la suite de la faillite de l'armateur dans le sillage de la crise financière internationale. Dès lundi, ces équipements seront transportés à FUEL et à Savannah. Au moins six jours ont été prévus pour le transport de l'ensemble des machines. En raison de leurs dimensions, des convois spéciaux ont été organisés la nuit.



■ La «Bramer Banking Corporation» étend ses activités

La «Bramer Banking Corporation» a lancé hier le «Bramer Bank High Yield Savings» - un produit destiné à des salariés à bas et moyens revenus. Ce produit est assorti d'un taux d'intérêt plus élevé que les comptes d'épargne classiques. Selon Chris Underwood, «Chief Executive Officer» de la banque, ce nouveau produit permet aux clients de maximiser leurs revenus en toute sécurité. La banque compte ouvrir une branche à Beau-Bassin et dix autres avant la fin de l'année.

B.P 247

Shared responsibility of stakeholders

This crisis of an unprecedented dimension calls for concerted efforts and actions on the part of all stakeholders (...). Government, employers and workers all have a shared responsibility (...). In fact, Government took the lead by formulating a series of measures which were presented by Dr The Hon. Rama Krishna Sithanen, G.C.S.K., Vice Prime Minister, Minister of Finance & Economic Empowerment as the Additional Stimulus Package in December 2008. (...) There is a need for speedy implementation of measures and reinforcement of targeted policies and actions in the forthcoming budget. (...) A number of Committees have been set up by the Government. This is a good example of public-private partnership and dialogue and we at the MEF do realise the role that the private sector can play in this respect. (...) The MEF has advocated the need for a Social Pact which will be in the interests of employees, employers and the country at large at this critical juncture. (...) We have to work together in a spirit of consultation and dialogue. This is the best means to find viable solutions for the survival of enterprises and for the protection of employment and thus avoid, to the maximum extent possible, redundancies and closure of enterprises.

Mauritius Employers' Federation

MESURES BUDGETAIRES

Les syndicats réclament l'abolition de la NPRT

LES trois confédérations syndicales ont soumis hier un mémoire au ministre des Finances, Rama Sithanen. Elles font 13 propositions qu'elles demandent à prendre en considération au cours du prochain exercice budgétaire de 2009.

Toolsyraj Benydin, Cassam Kureeman et Pradeo Buldee, représentants respectivement la *National Trade Union Confederation* (NTUC), le *Mauritius Labour Congress* (MLC), et le *Mauritius Trade Union Congress* (MTUC) ont tenu hier une conférence de presse.

Entre autres propositions, ils recommandent l'abolition de la *National Residential Property Tax* (NPRT) une réduction de la taxe sur les intérêts sur les dépôts en banque afin de restituer le pouvoir d'achat des travailleurs, et que le taux de la taxe à valeur ajoutée soit réduit.

Pré-scolaire gratuit

Les syndicalistes demandent également que «conformément à la politique du gouvernement pour l'éducation gratuite, les frais d'examen soient encouragés par le gouvernement, sans toutefois imposer le salaire comme critère». Ils souhaitent aussi que l'éducation pré-scolaire soit dorénavant gratuite.

Puisqu'un pourcentage



■ Les syndicalistes Cassam Kureeman (à g.) et Toolsyraj Benydin à la présentation du budget en juin 2008.

des prix des carburants est remboursé au gouvernement sous forme de *road tax*, il est demandé que la *road tax* annuelle payée par les propriétaires de véhicules soit abolie. Cette mesure, estiment les syndicalistes, évitera le double paiement.

Ils proposent que les ministères et autres départements soient re-localisés en raison de l'énorme problème de congestion routière dans la capitale. Le gouvernement, disent-ils, devrait prendre les mesures pour être propriétaire des locaux qu'il utilise et éviter ainsi de payer des loyers élevés.

Une augmentation de 20 % du montant des différentes

Kursley THANAY

IT Audit

Rs.Competitive

In today's business world, IT and financial reporting environments are becoming increasingly complex, while greater reliance is being placed on the information produced by these systems and processes.

PricewaterhouseCoopers is currently looking for individuals with strong IT audit backgrounds with or without experience.

Your responsibilities:
Serving audit clients, you will be responsible for assessing the internal control environment for accounting information systems and critical business processes and for delivering recommendations to management with respect to remediating deficiencies.

You will also be able to join our CISA/CISM training programme leading to certifications that are recognised worldwide.

Requirements:

- Bachelor's Degree in Accounting, Business Administration, Management Information Systems or a related field
- Excellent oral and written communications skills
- Ability/willingness to travel (both country and out of country)
- Certified/Chartered Accountant or Certified Information Systems Auditor (CISA) credentials are preferred, but not required.
- Familiarity with any major accounting software package or financial system would be a plus (e.g., SAP, Oracle, PeopleSoft, JD Edwards, Hyperion, etc.)
- Experience in auditing would be an advantage

To read more and to apply, visit www.pwc.com/mu/careers. Complete applications should reach us not later than 29 April 2009. Only shortlisted candidates will be contacted.

We value diversity in our people

pwc.com/mu/careers

PRICEWATERHOUSECOOPERS

© 2009 PricewaterhouseCoopers Ltd. All rights reserved. "PricewaterhouseCoopers" refers to PricewaterhouseCoopers Ltd, Mauritius.